



Le dimanche 28 décembre 2014

Président Obama ratifie une loi évoquant la situation du camp *Liberty*

Le 16 décembre 2014 - Le président Barack Obama a ratifié la Loi des Finances 2015 approuvée par le Congrès et par le Sénat des Etats-Unis. Cette loi comporte une annexe évoquant la nécessité de protection et de réinstallation des opposants iraniens résidant au camp Liberty dans des pays tiers, notamment aux Etats-Unis.

La première mouture de la Loi des finances 2015 avait été approuvée le 19 juin 2014 par la commission des finances du Sénat des Etats-Unis. Par la suite, ce projet de loi avait également été approuvé par le Congrès des Etats-Unis.



Dans la section 7041 (C) (6) de cette loi, il a été demandé au gouvernement américain de présenter un rapport sur la situation des opposants iraniens résidant au camp Liberty en Irak :

« Au plus tard 90 jours après la promulgation de cette loi, le Secrétaire d'Etat, en concertation avec les chefs des autres agences gouvernementales concernées, doit soumettre aux commissions appropriées du Congrès un rapport détaillé sur les mesures prises par le gouvernement des États-Unis pour améliorer le sort des dissidents iraniens résidant au camp Liberty en Irak et pour répondre au besoins de leur réinstallation. »

Dans une annexe de cette loi, la commission des Finances du Sénat demande au Secrétaire d'Etat de présenter un rapport sur les opposants iraniens résidant au camp Liberty en Irak, sur les circonstances des attaques perpétrées contre eux durant ces dernières années et sur les mesures prises pour leur réinstallation dans des pays tiers :

« La commission demande au Secrétaire d'Etat de présenter un rapport concernant le plan de réinstallation des dissidents iraniens requises par l'article 7041 (c) (6) de cette loi, en décrivant les mesures prises pour améliorer la sécurité et le bien-être (notamment la qualité de la vie et l'accès aux soins médicaux) des résidents du camp Liberty ; en fournissant une analyse des attaques perpétrées contre ces dissidents depuis février 2009 ; en précisant notamment si les armes ou les formations fournies par les États-Unis ont été utilisées dans ces attaques ; et en donnant des garanties pour assurer que de telles armes ou formations ne seront utilisées à l'avenir ; et en proposant des options pour la réinstallation des dissidents iraniens en dehors de l'Irak, notamment aux États-Unis. »

Résolution pour la protection du camp *Liberty* au parlement britannique

Le 26 décembre 2014 - Un projet de résolution du Parlement britannique pour faire cesser le blocus du camp Liberty en Irak a reçu le soutien de 113 parlementaires de la chambre haute, dont 14 anciens ministres et plusieurs présidents de commissions de divers groupes politiques.

La résolution numéro 343 pour la protection des opposants iraniens en Irak (extraits) :

« Ce Parlement considère que le régime religieux au pouvoir en Iran est la source du terrorisme, de l'extrémisme et de la barbarie en Irak et la région; il partage le point de vue de la Présidente-élue de la Résistance iranienne, Maryam Radjavi, selon lequel la Grande-Bretagne doit agir pour faire cesser les ingérences du régime iranien dans les affaires intérieures de l'Irak, de la Syrie et d'autre pays de la



région; il demande l'établissement d'un gouvernement démocratique, inclusif en Irak et l'organisation d'élections libres et équitables sous la supervision de l'ONU.

« Ce parlement considère également que pour préserver la santé démocratique de l'État irakien, il est crucial que le nouveau gouvernement de ce pays s'oppose aux ingérences du régime iranien dans la vie politique irakienne. Par ailleurs, l'attitude du nouveau gouvernement envers les habitants du camp Liberty sera considérée comme un signe de la nouvelle direction qu'entend prendre ce gouvernement.

« Ce parlement appelle l'Irak à mettre fin au blocus inhumain du camp Liberty et à le reconnaître officiellement comme un camp de réfugiés des Nations unies, afin de garantir la sécurité et les droits des habitants de ce camp. »

Appel des sénateurs américains à mettre fin au blocus du camp *Liberty*

Le 18 décembre 2014 - Lors d'une conférence au sénat des Etats-Unis, plusieurs sénateurs ont demandé la fin du blocus du camp Liberty.

Le sénateur **Roy Blunt**, membre de la Commission du budget des forces armées, a déclaré : « Le sujet du camp Liberty est un sujet très important. Nous (les Etats-Unis) n'avons pas tenu notre engagement d'assurer leur protection. »

Le sénateur **Joseph Lieberman** (candidat des élections présidentielles aux Etats-Unis en 2000) a déclaré : « Les Etats-Unis doivent assumer de nouveau la responsabilité de protection des habitants du camp Liberty, car ils sont toujours exposés aux menaces. Les standards humanitaires n'ont pas été respectés et ils ont été maltraités. Le gouvernement américain n'a pas respecté les engagements qu'il avait donnés concernant leur protection et leur transfert dans de bonnes conditions du camp d'Achraf vers le camp Liberty. Les opposants iraniens (les Moudjahidine du Peuple) ont été des pionniers dans la lutte contre le fondamentalisme islamique. Le centre du fondamentalisme islamique se trouve à Téhéran. Le programme du Conseil national de la Résistance d'Irak est une alternative face au fondamentalisme islamique et ces opposants sont un espoir pour l'Irak de demain. »

Mme **Frances Townsend**, ancienne conseillère de la sécurité intérieure auprès de la Maison Blanche, a affirmé : « Les habitants du camp Liberty n'ont pas accès aux soins médicaux. C'est une situation injuste que nous ne pouvons pas tolérer. Les personnes qui à l'époque du gouvernement de Maliki (ancien gouvernement d'Irak) avait mis en place un blocus contre le camp Liberty sont toujours en poste sous le régime actuel en Irak. Ils continuent de nier les droits les plus élémentaires des habitants du camp Liberty... Pour moi, c'est un grand privilège d'être la voix des habitants du camp Liberty. J'ai l'impression d'avoir des liens de parenté avec les femmes qui vivent au camp Liberty. »



Mme **Frances Townsend**, ancienne conseillère de la sécurité intérieure auprès de la Maison Blanche, a affirmé : « Les habitants du camp Liberty n'ont pas accès aux soins médicaux. C'est une situation injuste que nous ne pouvons pas tolérer. Les personnes qui à l'époque du gouvernement de Maliki (ancien gouvernement d'Irak) avait mis en place un blocus contre le camp Liberty sont toujours en poste sous le régime actuel en Irak. Ils continuent de nier les droits les plus élémentaires des habitants du camp Liberty... Pour moi, c'est un grand privilège d'être la voix des habitants du camp Liberty. J'ai l'impression d'avoir des liens de parenté avec les femmes qui vivent au camp Liberty. »

Comité arabe en défense du camp *Liberty* appelle à la levée du blocus médical

Le 23 décembre 2014 - Le Comité arabe pour la Défense du camp Liberty, constitué de personnalités et de défenseurs des droits de l'homme dans les pays arabes, a appelé pour la fin du blocus médical contre les habitants du camp Liberty en Irak.

« En raison du blocus médical inhumain imposé depuis 2009, quelques 22 patients ont perdu la vie et l'état de santé de dizaines d'autres s'est aggravé irrémédiablement », a déploré l'appel.



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



« 962 personnes souffrant de problèmes de santé sont toujours dans l'attente de rendez-vous avec des médecins spécialistes et 156 autres attendent d'être opérés. 53 personnes doivent également être opérés à l'œil, mais leurs soins ont été retardés par les autorités », ajoute le communiqué.

« Tandis que le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés a souligné à maintes reprises que la présence d'un interprète fait parti du droit au libre accès aux soins médicaux, les forces irakiennes empêchent la plupart du temps les interprètes à accompagner les patients », fustige le comité, qui a également insisté sur le droit des habitants de Liberty à quitter librement le camp pour accéder aux soins et à d'autres besoins.

Camp Liberty : Les forces irakiennes empêchent l'entrée de l'essence

Le 25 décembre 2014- Pour la 3e semaine consécutive, les forces empêchent l'entrée de l'essence dans le camp Liberty. Depuis leur arrivée dans le camp, les habitants achètent une petite quantité d'essence chaque semaine pour les déplacements dans le camp d'un nombre limité de véhicules.

Ces véhicules servent essentiellement à la distribution des repas et aux transports des malades et des blessés, et de ceux qui sont incapables de marcher sur le sol caillouteux du camp. Avec le renforcement du blocus logistique et médical du camp Liberty, les forces irakiennes ces derniers mois ont aussi empêché l'entrée de l'essence, persécutant de ce fait les malades et les handicapés.

Les 21 et 22 décembre, les forces irakiennes ont forcé 4 malades à se rendre à l'hôpital sans interprètes avec un grand retard et les patients ont dû rentrer au camp sans avoir pu faire quoi que ce soit.

Des grues et des véhicules d'Achraf envoyés à la Sécurité nationale à Bagdad

Le 25 décembre 2014- Le pillage des biens de l'OMPI à Achraf par l'appareil de la Sécurité irakienne commandée par Fallah Fayaz et les terroristes affiliés au régime iranien continue. Un grand nombre de véhicules volés à Achraf, comme des grues et des camions, ont été transférés au quartier général de la Sécurité nationale à Bagdad.

Le 15 décembre, les mercenaires du groupe Badr ont volé à Achraf au moins six bungalows et six remorques pour leur transport pour le déploiement des mercenaires sur une nouvelle route que le régime iranien construit à partir de Cheikh Shanif près d'Achraf (province de Diyala) jusqu'à Samarra (province de Salaheddine).

Ce pillage systématique se déroule malgré le plan commun du 5 septembre 2013 entre la MANUI et l'ambassade des Etats-Unis pour l'évacuation d'Achraf qui stipule que « le gouvernement irakien doit permettre aux habitants de vendre leurs biens à tout moment » et qu'il « passera en revue l'inventaire des biens avec les habitants en présence de l'ONU » et qu'il « doit protéger et garantir tous les biens d'Achraf. »

